

## 5

---

# L'ascension et la chute de la planification socialiste\*

*Michael Ellman*

En février 1921 la Russie mit sur pied une Commission générale à la planification d'État pour concevoir et appliquer un plan unifié pour l'économie nationale. Pendant 70 ans cette commission connue sous le nom de Gosplan, a joué un rôle important mais fluctuant dans la vie économique russe et soviétique. Sous l'influence de l'exemple soviétique, des administrations de planification se sont répandues de par le monde ; des états socialistes aux pays de l'OCDE comme la France, les Pays-Bas et le Japon, mais aussi dans des pays du tiers-monde comme l'Inde. En avril 1991, profondément discrédité par les piètres performances de l'économie soviétique et l'évolution idéologique des années 1985-1990, le Gosplan fut transformé en un ministère de l'Économie et de la prévision, aux missions sensiblement différentes. La planification avait ainsi pris fin en URSS avant même la disparition de cette dernière. Qu'est-ce qui peut donc expliquer ces développements spectaculaires ?

### LES CLASSIQUES

Marx a consacré la plus grande partie de sa vie à l'analyse du capitalisme et était, le fait est notoire, opposé aux tentatives utopistes. Néanmoins, de ses

---

\* Une première version de ce chapitre a été publiée en hollandais dans *Samenleving en economie in de twintigste eeuw* (Leiden et Anvers, Stenfert et Kroese, 1992). Je suis reconnaissant envers les participants du colloque *Évolution et transformation des systèmes économiques : capitalisme et socialisme comparés*, Paris, 19-20 juin 1998 et envers les responsables de cet ouvrage pour leurs commentaires utiles et leurs suggestions.

remarques éparses sur le socialisme, ainsi que de celle de son proche camarade Engels (par exemple dans son *Anti-Dühring* et son *Karl Marx*), ses disciples déduisirent l'idée que dans une économie socialiste le mécanisme du marché serait remplacé par une planification économique. Que l'économie de marché fût par essence inefficace et fondamentalement inadaptée à la coordination de la production industrielle à grande échelle, devint une croyance largement partagée. De même, l'idée de la supériorité d'une planification, qui permettrait à la société dans son ensemble de coordonner la production *ex ante*, se répandit dans le mouvement marxiste mondial. Ces idées devinrent une partie intégrante de la critique marxiste du capitalisme et de la conception marxiste du socialisme. Elles furent élaborées dans les œuvres des sociaux-démocrates allemands de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et furent considérées comme axiomatiques par les bolcheviques russes.

#### LA DISCUSSION RUSSE DURANT LA GUERRE CIVILE

Étant arrivés au pouvoir en s'étant engagés à remplacer le marché par la planification, les bolcheviques se rendirent rapidement compte qu'ils n'avaient aucune idée concrète sur la manière de procéder. Comme Lénine (1929, p. 484) l'observait dans ses remarques finales lors d'une session du Comité central exécutif pan-russe du 19 avril 1918 : « Nous avons des connaissances sur le socialisme mais nous ignorons ce qu'est l'organisation à l'échelle de millions, l'organisation et la distribution des biens, etc. Ceci, les vieux dirigeants bolcheviques ne nous l'ont pas appris... Rien de tout cela n'a encore été écrit dans les manuels bolcheviques et il n'y a rien non plus dans les manuels des mencheviques ». La seconde session du Congrès pan-russe des Conseils de l'économie nationale en décembre 1918 défendit l'idée de la conception et de la mise en œuvre d'un plan économique unifié pour 1919 (*Ob edinom*, 1989, p. 13) mais ceci resta purement une prescription sur le papier. De même le second programme du Parti, adopté lors du 8<sup>e</sup> congrès en mars 1919, visait à « la centralisation maximum de la production... et un effort simultané pour établir un plan économique unifié ».

Dans leur fameux commentaire sur ce programme, *L'ABC du communisme* publié pour la première fois à St. Petersburg en 1920, Boukharine et Preobrajensky (1969, pp. 114-5, p. 118), deux intellectuels et politiciens bolcheviques de premier plan, expliquèrent ce que signifiait cette phrase. Sous le communisme, « la société sera transformée en une organisation géante pour une production coopérative. Il n'y aura ni désintégration ni anarchie de la production. Dans un tel ordre social la production sera organisée. Il en sera fini de la concurrence entre entreprises ; les usines, les ateliers, les mines et les autres institutions productives ne seront plus que des subdivisions, comme s'il

n'y avait plus qu'un vaste atelier unique du peuple, qui embrasserait la totalité de l'économie de production nationale. Il est évident qu'une organisation aussi globale implique un plan général de production. Si toutes les usines et tous les ateliers et l'ensemble de la production agricole, sont combinés afin de constituer une immense coopérative, il est évident que tout doit être précisément calculé. On doit savoir à l'avance combien de travail il faudra allouer aux différentes branches de l'industrie ; quels sont les produits requis et quelles quantités il faut en produire : où et comment les machines doivent être installées. Tout ceci et bien d'autres détails doivent être prévus à l'avance, avec au moins une précision approximative ; et le travail doit être guidé en conformité avec ces calculs. Voilà comment la production communiste aura lieu. Sans un plan général, sans un système général de directives et sans un calcul et une comptabilité précises, il ne peut y avoir d'organisation. Mais dans l'ordre social communiste un tel plan existe. »

À la question sur la possibilité de combiner un tel plan avec le dépérissement de l'État, ils répondaient que « la direction principale sera confiée à divers types de bureaux de comptabilité ou de statistique. Là, au jour le jour, sera tenue une comptabilité de la production et de ses besoins ; là sera aussi décidé où des travailleurs doivent être affectés, d'où doivent-ils être prélevés, et combien de travail doit être effectué. Et, dans la mesure où, depuis l'enfance, tous auront été habitués au travail social, et comme tous comprendront que ce travail est nécessaire et que la vie est plus facile quand tout se déroule suivant un plan préétabli et quand l'ordre social est semblable à une machine bien huilée, tous iront travailler suivant les indications de ces bureaux statistiques. Il n'y aura plus besoin de ministres d'État spéciaux, d'une police et de prisons, de lois et de décrets – rien de tout cela. Comme dans un orchestre où les musiciens suivent la baguette du chef d'orchestre et agissent en conséquence, tous ici consulteront les rapports statistiques et guideront leur travail en conséquence. »

Le problème de la combinaison de ces objectifs de long terme avec la réalité concrète de la politique économique à court terme donna lieu à une discussion animée parmi les bolcheviques en 1920-1921. Dans la foulée du renouveau d'intérêt pour la pensée économique russe et soviétique qui fut un des éléments positifs de la *glasnost*, les principales contributions de ce débat furent republiées dans *Ob Edinom* (1989). La contribution importante de Kritsman (1921) ne fut pas reproduite.

#### LA PLANIFICATION DANS LA PÉRIODE DE LA NEP (1921-1928)

Le Gosplan fut institué par un décret du Conseil des commissaires du peuple de février 1921 (*Ob Edinom*, 1989, p. 20-21). Il commença à fonctionner en avril 1921 avec une équipe de 34 personnes, pour la plupart des techniciens et

des scientifiques non membres du parti, sous la présidence d'un Vieux bolchevique. Il se développa rapidement et, au milieu de 1924, il avait un effectif de 527 fonctionnaires. Il n'était pas le seul organe de planification. Juste un mois après sa création, un autre décret du Conseil des commissaires du peuple instituait des commissions de planification au sein de certains des commissariats du peuple (les ministères de l'époque). Par exemple, ce décret établit deux commissions de planification au sein du Commissariat à l'agriculture, une pour établir un plan général pour l'agriculture et la sylviculture et pour coordonner le travail de ce commissariat avec les autres commissariats, et une seconde pour établir un plan pour les matières premières. De même, il créa trois commissions de planification au Conseil suprême de l'économie nationale, une au sein du Commissariat aux approvisionnements, etc. (Zvezdin, 1979, pp. 35-36). En 1923-1925, des gosplans républicains furent aussi créés. L'URSS étant un pays très étendu, les relations entre la planification régionale et industrielle restèrent difficiles durant toute l'histoire de la planification socialiste.

Pendant la NEP, le Gosplan fut pour l'essentiel concerné par la formulation de conseils pour la politique économique, et la lutte contre aussi bien les forces du marché que les autres organisations bureaucratiques. En particulier, il se battit pour que ses propres chiffres de contrôle, qui devinrent par la suite la base des plans annuels, soient acceptés comme le fondement de la politique économique courante à la place du budget annuel établi par le Commissariat aux finances. De même, il se battit pour que son plan de cinq ans soit accepté comme la base de la politique économique de moyen terme, à la place du plan de cinq ans établi par le Conseil suprême de l'économie nationale. Il entreprit également divers calculs économiques.

Les calculs et les modèles économiques sur lesquels reposaient les données concrètes du Gosplan et des autres institutions soviétiques dans les années vingt jouèrent un rôle pionnier dans la pensée économique internationale. Par exemple, les balances économiques calculées et publiées en URSS dans les années vingt jouèrent un rôle important dans l'histoire de la méthode des tableaux entrées-sorties. Cette méthode fut développée par W. Leontieff, un économiste russe travaillant aux États-Unis et qui était très au courant des recherches russes initiales. Ces dernières furent entreprises et publiées par l'Administration statistique centrale. Un livre soviétique récent a soutenu que le Gosplan avait élaboré la méthode de construction de ces balances (soit le prototype du tableau entrées-sorties) et que l'Administration statistique centrale s'était contentée de faire les calculs détaillés en suivant cette méthode (Zvezdin, 1979, p. 128). Il s'agit, pour le moins, d'une présentation unilatérale d'un processus complexe, dans lequel les opinions du Gosplan et de l'Administration statistique centrale furent souvent en conflit et dans lequel cette dernière joua un rôle prépondérant dans le travail sur les balances (Wheatcroft et Davies, 1985).

En fait, le Gosplan fut continuellement engagé dans des luttes bureaucratiques avec d'autres organismes chargés de la politique économique, comme le Commissariat aux finances, l'Administration statistique centrale et le Conseil suprême de l'économie nationale. Le Gosplan devint l'agence de planification suprême seulement en 1932, quand le Conseil suprême de l'économie nationale fut éclaté en plusieurs commissariats industriels. Un domaine où les revendications du Gosplan sont mieux fondées est celui des modèles de croissance. Feldman (1928) est une remarquable étude pionnière qui fut publiée en russe à la fin de la NEP, soit bien avant que la science économique occidentale ne s'intéresse à la théorie de la croissance. Elle influença la planification indienne à ses débuts, fut analysée par Domar (1957) et traduite en anglais par Spulber (1964). Le modèle de Feldman fut développé en tant que base de la planification de long terme et constituait, à l'origine, un rapport pour un comité du Gosplan. Il doit cependant être noté que les applications numériques concrètes de Feldman et de la direction du Gosplan, à qui son rapport était adressé, était bien trop optimistes. Il considérait comme faisables des objectifs parfaitement irréalistes. La tentative pour les réaliser eut des effets catastrophiques sur l'économie.

Ce fut dans les années vingt que se développa l'idée que la planification devrait comprendre quatre éléments essentiels : les plans annuels (à l'origine les chiffres de contrôle) ; les plans quinquennaux ; les plans généraux ou de prospective à 10, 15 ou 20 ans ; les plans pour les projets d'investissements concrets qui constitueraient l'épine dorsale des autres plans.

Les premiers chiffres de contrôle furent ceux de 1925-1926, publiés en 1925 (Carr, 1958, chap. 12 ; Carr et Davies, 1969, chapitre 34). Les chiffres de contrôle du Gosplan prirent progressivement de l'importance au dépens du budget annuel. Ceci reflétait le choix conscient des bolcheviques en faveur de la croissance industrielle au détriment de la stabilité financière. Comme Dzerjinsky, membre candidat du Politburo, commissaire du peuple pour les affaires intérieures et président du Conseil suprême de l'économie nationale l'expliquait en février 1926 (*Leningradskaja pravda*, 14 fév. 1926) : « C'est pour quoi, quand il est dit qu'en raison de la pénurie de ressources, nous devrions arrêter nos projets d'investissement ou les ralentir à un certain niveau, j'affirme qu'en tant que président du Conseil suprême de l'économie nationale, je combattrai jusqu'au bout une telle opinion car elle est fondamentalement incorrecte ». Les résultats de cette attitude, combinée au contrôle étatique des prix, furent la hausse des prix sur les marchés libres, l'accroissement des pénuries pour tous les biens et la crise des céréales de la fin des années vingt. Cette dernière ne provenait pas d'une pénurie *physique* des grains mais d'une pénurie *économique* engendrée par des prix désincitatifs et par l'offre limitée de biens offerts en retour par le gouvernement. Aussi, on peut affirmer que le Gosplan et ses chiffres de contrôle jouèrent un rôle important dans la

fragilisation de la NEP et dans la séquence d'événements conduisant à la collectivisation de l'agriculture et au stalinisme. De façon similaire, l'abolition des organes de planification et la restauration du rôle clé du budget annuel et de l'équilibre monétaire jouèrent un rôle décisif dans la liquidation de l'héritage du stalinisme en Europe centrale et orientale.

Après de longues discussions sur des propositions alternatives, les trois volumes du Gosplan, une œuvre de plus de 1700 pages, *Le Plan de cinq ans pour la construction de l'économie nationale de l'URSS* fut approuvé dans sa variante optimale par la XV<sup>e</sup> conférence du parti en avril 1929 et fut publié en mai 1929. Il devait avoir par la suite une influence considérable de par le monde.

Bien que de nombreuses tentatives furent faites en URSS pour construire un plan général ou de prospective de 10, 15 ou 20 ans, elles n'aboutirent jamais. Elles conduisirent simplement à la publication de documents qui devinrent rapidement sans intérêt. Après quelque temps, il devenait clair que les principaux problèmes du moment n'étaient pas ceux considérés dans le Plan. Dans un cas au moins (le plan 1976-1990), le travail fut tout simplement abandonné et aucun document ne fut publié, car les événements économiques évoluaient alors d'une manière imprévue par ceux qui travaillaient sur ce plan.

#### LE PRÉLUDE À LA PLANIFICATION SOCIALISTE 1929-1933

Formellement, le premier plan quinquennal couvrait la période 1928-1932. Toutefois, le temps qu'il fût adopté, l'année 1928 et une bonne partie de 1929 s'étaient déjà écoulées. La politique économique en 1929-1930 était dominée par l'âpre lutte entre l'État et la paysannerie et, en 1931-1933, le pays connut une profonde crise économique y compris une grande famine. Même si les objectifs ambitieux du Premier plan quinquennal jouèrent un rôle important dans le déclenchement de la crise, les théories et les politiques des prix et de l'agriculture des bolcheviques, les mauvaises récoltes de 1931-1932 et le recours par Staline à la force et à la répression furent les éléments déterminants de cette catastrophe. 1929-1933 furent des années d'apprentissage, dominées par la crise, pour lesquelles il est impossible de parler d'un système économique viable. Ce n'est vraiment qu'à partir de 1934 que l'on peut parler d'un système économique stabilisé.

#### LA PLANIFICATION SOCIALISTE : 1934-1991

Dans les années trente il devint trivial dans l'orthodoxie du mouvement communiste international, tout comme une croyance largement répandue en

dehors de ce dernier, que le système économique édifié en URSS était une forme d'organisation économique rationnelle et équitable et qu'il représentait un mode de production supérieur au capitalisme. Cette idée reposait sur une comparaison entre la croissance économique réalisée par l'URSS (des données exagérées, qui furent publiées en URSS et largement diffusées dans le reste du monde) et la Grande dépression dans le monde capitaliste avec la chute de la production, le chômage, les faillites bancaires et la chute des prix des matières premières. Tant en URSS que dans le mouvement communiste international, la pratique réelle de la planification soviétique fut identifiée avec la planification socialiste à propos de laquelle Marx et Engels avaient lancé quelques allusions fécondes. Aussi, partout où ils arrivèrent au pouvoir, les partis communistes adoptèrent naturellement – ou dans certains cas se virent imposer – le modèle soviétique de planification. En conséquence, après la seconde guerre mondiale, le modèle soviétique fut adopté dans le monde du socialisme d'Etat, tout d'abord en Europe de l'Est en 1949-1953, puis en Chine en 1953-1957, et enfin dans des pays tels que le Vietnam et Cuba. Il y eut naturellement des différences nationales dans l'application de ce modèle. Par exemple en Pologne, l'agriculture collectivisée ne fut jamais prépondérante. Néanmoins certains traits principaux du modèle furent communs à tous les pays. Qui plus est certains aspects du modèle (les plans économiques nationaux, l'importance de la propriété d'État des moyens de production, les restrictions à l'opération du mécanisme des prix et une attitude négative envers l'entreprise privée) furent largement copiés à travers le monde.

Les principales caractéristiques du modèle soviétique étaient : la propriété d'État des moyens de production, la dictature politique, un système mono-hiérarchique, la planification impérative et en grandeurs physiques. La majorité écrasante des moyens de production étaient entre les mains de l'État, quoique dans certains pays il en fût resté sous le contrôle d'individus (paysans et artisans), et dans tous les pays une grande partie des moyens agricoles étaient possédés ou gérés par ce qui était nominalement des coopératives. La dictature politique s'exerçait par l'entremise de la direction du parti communiste usant d'instruments allant de la répression au contrôle sur les nominations. Un système mono-hiérarchique renvoie au fait que, même si les autorités aux niveaux local et central étaient tout à la fois nombreuses et souvent divisées, l'autorité en fin de compte découlait d'un petit groupe, souvent d'un individu, au sommet de la hiérarchie et auquel toutes les autres organisations et tous les individus étaient subordonnés. La planification impérative signifie ici que les plans n'étaient pas des prévisions, mais des instructions contraignantes pour tous les participants à l'économie, sur le modèle du commandement militaire. Comme Staline l'expliquait dans son rapport au comité central du XV<sup>e</sup> congrès du parti en 1927, « nos plans ne sont ni des plans prévisionnels ni des plans indicatifs mais des plans directifs, qui sont obligatoires pour les organes de

direction et qui déterminent le chemin de notre futur développement économique national ». La planification en grandeurs physiques signifie que l'attention des planificateurs était centré sur des flux physiques (des tonnes de ceci, des mètres cubes de cela) et non sur les aspects monétaires et financiers de la vie économique. Ces derniers étaient considérés comme le simple reflet des processus de l'économie réelle et d'une importance secondaire.

La faible correspondance entre les prévisions et les résultats fut un caractère marquant de la planification socialiste. Bien que les plans fussent supposés déterminer les résultats, il arrivait souvent, y compris pour des projets hautement prioritaires, que les développements économiques réels fussent très différents de ceux envisagés dans les plans. D'un point de vue marxiste-léniniste, ceci était plutôt inattendu. Les marxistes-léninistes s'étaient toujours attendus à ce que, sous le socialisme, le développement économique fût déterminé par les plans. Un exemple de cet écart entre plans et résultats pour un projet hautement prioritaire est donné dans le tableau 1.

**Tableau 1. Plans et résultats du combinat de Kouznetsk**

Plan	Coûts planifiés (en millions de roubles)	Dépenses réelles (en millions de roubles)	Production de fonte suivant le plan (milliers de tonnes)	Production de fonte réelle (milliers de tonnes)
GOELRO (1920)	-	-	330	-
Projet du 1 <sup>e</sup> PQ (1926)	79,7	0,1	1 <sup>e</sup> tranche 330 ; 660 pour 1935/1936	-
Projet du combinat Oural-Kouznetsk (1926)	-	-	820-1070	-
1 <sup>e</sup> PQ (1928)	130	2,5	Première tranche 160-330	10,4
Projet pour 1929	-	-	800	-
Plan de 1931	350	-	1200	-
Plan de 1932	-	-	1200	242,4
2 <sup>e</sup> PQ (1934)	629,4	-	1200	-
1933	-	429,0	-	-
1934	-	586,9	1280	854,5
Plan de 1935	762,0	717,0	1200	-
Plan de 1936	941,2	860,2	1700	-
1937	-	-	-	1471,3
Plan de 1938	-	-	1917	-
1939	-	-	-	1453,7
1940	-	-	-	1535,9

*Note* : PQ est l'abréviation de Plan Quinquennal.

*Source* : Davies (1984), p. 71.

Le tableau 1 décrit une situation où, pendant de nombreuses années, plans et résultats réels furent fortement divergents pour un projet hautement prioritaire.



Les planificateurs ne voyaient simplement pas le temps qu'il faudrait pour construire et mettre en œuvre le combinat de Kouznetsk. Le plan pour la production de fonte pour 1931 ne fut pas atteint avant 1937. Le plan pour 1938 ne fut pas rempli avant la guerre.

Un autre exemple historique de la nature de la planification soviétique, tiré lui aussi de l'expérience du premier plan quinquennal, concerne le combinat métallurgique de Magnitogorsk (Kirstein, 1984). En janvier 1929, le Conseil des ministres de l'URSS approuva le projet, qui fut incorporé, avec une capacité de production planifiée de 650 000 tonnes, dans le premier plan quinquennal. La construction débuta au printemps 1929. Obtenir des travailleurs ne fut pas facile en raison des conditions de vie difficiles (seulement des tentes ou des huttes en terre, peu de nourriture, pas d'électricité, etc.). Le taux de rotation des travailleurs fut élevé. Les matériaux de construction étaient rares, si bien que le site dû organiser sa propre production de briques et d'autres matériaux de construction à partir des ressources locales, perdant ainsi le bénéfice d'économies d'échelle. En juillet 1929, la capacité planifiée fut portée à 850 000 tonnes. En novembre 1929, elle passait à 1 100 000 tonnes. Par la suite, elle fut augmentée à 1 600 000 tonnes. Alors, en février 1930, le Politburo adopta une résolution réclamant une capacité de 2 000 000 tonnes pour Magnitogorsk, avec une option pour augmenter la production à 4 millions de tonnes. Les deux premiers haut fourneaux devaient être ouverts le 1<sup>er</sup> octobre 1931, plus tôt que ce qui avait été planifié à l'origine. La résolution du Politburo supposait une refonte complète de la planification pour l'ensemble de ce projet.

Ce ne fut pas seulement la réalisation de projets d'investissement particuliers qui fut largement différente du plan initial. Ceci s'applique également aux événements macroéconomiques majeurs. Par exemple, la dépression chinoise de 1959-1962, la dépression polonaise de 1979-1982, la récession soviétique de 1979-1982 puis celle qui commença en 1988, furent toutes non planifiées et inattendues pour la direction nationale.

Au vu de ce manque de correspondance entre les plans et les résultats, il est clair que le système de planification socialiste réellement mis en place diffère sensiblement du processus socialement rationnel envisagé par les marxistes. En se fondant lui-même sur une étude historique très détaillée des pratiques réelles de la planification en URSS, Zaleski (1980, p. 484) conclut : « La priorité de la gestion sur la planification a été le trait dominant de l'économie soviétique depuis Staline. Comme la gestion est fortement centralisée, cet aspect est caractéristique du modèle tout entier. En conséquence, il serait plus juste de parler d'économie "centralement gérée" plutôt que "centralement planifiée" ».

Les travaux de Zaleski et d'autres ont montré à quel point la planification socialiste était éloignée de l'image marxiste de la planification comme un système socialement rationnel. La planification socialiste aboutit en fin de compte à d'importants gaspillages, fut incapable d'abolir « l'anarchie de la

production » (comme le montre l'existence des économies dites seconde<sup>1</sup> ou troisième<sup>2</sup>) et fut incapable de rivaliser avec le monde capitaliste pour ce qui concerne le progrès technique. Qui plus est, la trajectoire réelle du développement divergeait souvent de manière importante par rapport aux plans, la monnaie et les marchandises ne furent jamais abolies (à l'exception de périodes très limitées et à chaque fois avec des résultats désastreux, en Russie, en Chine, à Cuba et au Cambodge). La relation entre le plan et les résultats était naturellement différente selon les secteurs (le temps comme le marché mondial étant notoirement « implanifiables »).

Le fait qu'il y eût des divergences notables entre ce qui était planifié et ce qui arrivait réellement est facile à comprendre du point de vue de la théorie des systèmes (Ellman, 1983). Le plan n'était qu'un des éléments (et souvent un élément de peu d'importance) dans la détermination des résultats. Le comportement des agents du système (par exemple les ministères, les entreprises et les ménages) et l'environnement économique étaient également des éléments importants qui contribuaient à déterminer les résultats. Aussi, du point de vue de la théorie des systèmes, il n'y avait aucune raison de s'attendre à ce que la vie économique soit régie uniquement par les plans.

La prise de conscience de cette réalité conduisit, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, au développement de nouveaux termes pour décrire ce qui avait été précédemment (et était toujours, dans les publications des Nations Unies) désigné comme des « économies centralement planifiées ». Divers auteurs ont utilisé des termes comme « centralement géré », « pluralisme centralisé », « monolithisme décentralisé », « économie bureaucratique », « économie administrative » ou « économie de pénurie » pour décrire le système. Dans l'URSS de la fin des années quatre-vingt, le système était généralement qualifié « d'économie administrative de commandement ». Un auteur soviétique (Naishul', 1991), cherchant à adopter un point de vue comportementaliste et à mettre en exergue le rôle du marchandage et de l'initiative venant d'en bas dans le système, le qualifia de « marché bureaucratique ». Ce qui fut fondamental dans ce système n'était pas le plan, mais le rôle des hiérarchies administratives à tous les niveaux du processus de décision ; l'absence de contrôle, politique ou économique, sur le processus de décision par la population ; l'ordre social dans lequel ce système était inséré ; ses difficultés dans le domaine du progrès technique et de l'offre de biens privés ; et ses succès dans les domaines du plein-emploi, d'une industrialisation conservatrice (Brus et Kowalik, 1983) et de la croissance économique à

---

1. La « seconde économie » recouvre la production et/ou la (re)distribution se faisant de manière privée.

2. La « troisième économie » recouvre les transactions non planifiées entre entreprises d'État, mais qui doivent avoir lieu pour réaliser les objectifs du plan.

certaines époques et dans certains pays (par exemple l'URSS des années cinquante, la Chine des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix).

Les différences entre les plans et les résultats ont aussi orienté l'attention sur la planification, non en tant que moyen d'atteindre certains objectifs, mais en tant que rituel de rationalité au sens sociologique ou anthropologique. Dans ce dernier sens, elle possède alors deux dimensions, donner un sens à la vie humaine et légitimer le groupe dirigeant. Elle donne un sens à la vie en produisant l'illusion que le gaspillage « observé » dans les pays ayant adopté la planification socialiste fait en réalité partie d'un système rationnel. Elle légitime le groupe dirigeant en attribuant aux prêtres (les planificateurs, économistes et autres techniciens) et aux gouvernants qu'ils servent, la fonction de faire émerger l'ordre du chaos, de guider la société vers un futur radieux.

La fin de la planification socialiste ne vint pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle fut précédée d'une critique idéologique acérée. Dès juillet 1989, un économiste soviétique, écrivant dans la revue théorique du parti communiste, défendait l'idée d'un abandon des plans quinquennaux, car ces derniers n'étaient appropriés que « sous les conditions d'un système social totalitaire » (Bim, 1989).

#### L'EXPLICATION THÉORIQUE DE L'ÉCART ENTRE LE MODÈLE ET LE RÉSULTAT

Qu'il soit impossible pour des raisons théoriques fondamentales de réaliser le modèle marxiste du socialisme à l'échelle d'une économie nationale fut mis en évidence bien avant que les bolcheviques n'arrivent au pouvoir, par exemple par Pierson (1902) ou Barone (1908). Par la suite, cet argument fut largement répété. Des critiques bien connues après la révolution d'octobre furent celles de Mises (1920) et de Hayek (1935, 1937, 1945, 1988). De mon point de vue, les trois facteurs fondamentaux qui expliquent pourquoi l'aspiration marxiste à une économie planifiée non-marchande ne peut être mise en pratique efficacement sont l'ignorance partielle, des techniques inappropriées de gestion des données et la complexité (Ellman, 1978)<sup>3</sup>. Ne pas prendre en compte ces trois facteurs produit une théorie de la prise de décision sociale rationnelle fondamentalement viciée et dont les faiblesses sont les raisons sous-jacentes à la faillite ultime de la planification socialiste.

---

3. Les arguments sur l'ignorance partielle et les techniques inappropriées de traitement des données sont déjà présents, sous une autre terminologie, chez Hayek (1935, pp. 207-212) (une partie de l'analyse faite par Hayek du débat sur le calcul économique socialiste).

### L'ignorance partielle

Si, comme dans certains modèles, les autorités centrales jouissaient d'une parfaite connaissance de la situation de l'économie toute entière (ainsi que des techniques adéquates pour gérer cette connaissance et transmettre les résultats), elles seraient alors en mesure de calculer des plans efficaces et de les transmettre vers la périphérie. En réalité, les autorités centrales sont partiellement ignorantes de la situation de l'économie ; ceci est l'un des facteurs principaux à l'origine de phénomènes tels que : la dictature sur les besoins<sup>4</sup>, la bureaucratisation<sup>5</sup>, la production pour le plan et non pour les besoins, des critères engendrant le gaspillage<sup>6</sup>, des plans relâchés<sup>7</sup>, le principe du résidu<sup>8</sup>, l'instabilité des plans<sup>9</sup>, la seconde et la troisième économie, etc.<sup>10</sup>

À titre d'exemple, le problème des plans relâchés provient de ce que l'information nécessaire est pour une grande part concentrée à la périphérie du système et que les données dont le centre dispose sont largement tributaires de celles transmises par la périphérie. Comme la situation sociale n'est pas celle où la valeur d'un travail désintéressé pour le bien de la communauté a été largement intériorisée, le problème de la motivation des personnes de la périphérie, pour qu'elles fournissent des suggestions de plan socialement rationnels, se pose. (La situation sociale est en réalité celle où les responsables cherchent à éviter le risque ainsi que les responsabilités et où l'obéissance aux instructions venant d'en haut est fortement valorisée par les supérieurs). Le fait que les membres subordonnés d'une hiérarchie administrative soient plus intéressés à défendre leurs propres intérêts que par l'intérêt général, et l'échec

---

4. Un terme introduit par Fehér, Heller et Márkus (1983) ; pour une discussion de ce concept, voir Chavance (1994, chap. 2).

5. Ceci a été analysé par Kritsman (1924), Lange (1937) et Bahro (1978). Kritsman (1924, p. 127), écrivant à propos du Communisme de guerre soutenait que : « la distorsion de base des relations internes de l'économie naturelle-prolétarienne fut sa bureaucratisation ». Lange (1937) affirmait que « le danger réel du socialisme est celui de la bureaucratisation de la vie économique et non de l'impossibilité à régler le problème de l'allocation des ressources ». De même, Bahro (1978, p. 222) déclarait que « l'obstacle essentiel au dynamisme économique [dans le socialisme réellement existant] réside dans le fait que jusqu'au directeur d'usine et au chef de département, les lois du comportement bureaucratique, encore et encore, prennent le pas sur la rationalité économique qui, dans ce contexte au moins, devrait être le critère suprême ».

6. Voir la discussion classique sur ce point dans Nove (1958).

7. Il s'agit de la tendance notoire des entreprises sous la planification socialiste de tenter d'obtenir un plan prévoyant une production inférieure à ce qui est réellement possible et/ou une consommation d'intrants plus importante que nécessaire.

8. Le principe du résidu signifie que les secteurs non-prioritaires (par exemple la santé, le logement, l'éducation, le commerce de détail) doivent se débrouiller avec les ressources disponibles une fois que les secteurs prioritaires (tels que le complexe militaro-industriel, l'agriculture, le programme spatial, l'industrie) ont reçu ce dont ils ont besoin.

9. Ceci renvoie au fait que les plans sont fréquemment instables et souvent modifiés à plusieurs reprises au cours de la période « planifiée » et parfois même rétroactivement.

10. Pour une discussion de tous ces phénomènes, voir Ellman (1989, pp. 26-33).

des autorités supérieures à réconcilier les deux, fut un problème permanent de la planification socialiste. Son importance découle de l'incapacité des autorités centrales à concentrer en leurs mains la totalité de l'information nécessaire au calcul de plans efficaces et de la complexité du processus de décision (voir plus loin).

Un autre exemple est fourni par le problème des critères<sup>11</sup>, qui découle en grande partie de ce que les autorités centrales sont dépourvues de l'information nécessaire pour transmettre à chaque entreprise un plan efficace exhaustif et ne peuvent leur transmettre que certains objectifs planifiés et certains critères.

De la même manière, l'une des causes de la dictature sur les besoins réside dans l'ignorance partielle des autorités. Dans bien des cas, le conflit entre « produire pour le plan » et « produire pour les besoins » ne provient pas d'un conflit entre les « préférences des planificateurs » et les « préférences des consommateurs », mais du fait que les autorités ne savent ni ce que préfèrent les consommateurs ni quelles sont les possibilités de production réelles des entreprises. Cette connaissance est concentrée entre les mains du réseau de distribution et des entreprises.

De même, une des raisons expliquant que le rationnement des biens de production soit une cause d'inefficacité, provient de ce que les organisations qui effectuent le rationnement ne savent pas où les biens auraient le plus de valeur pour l'économie nationale.

Des prix induisant une mauvaise allocation des ressources conduisent à une situation analogue. Si les planificateurs disposaient de l'information et du temps suffisants pour prendre des décisions socialement rationnelles pour toute l'économie et que les entreprises se contentent d'obéir aux instructions, alors ce problème de prix n'existerait pas.

Également, la troisième économie provient de ce que les planificateurs du centre ne possèdent pas la connaissance détaillée des stocks, des possibilités de production ni des besoins de chaque entreprise qui, combinée avec des techniques parfaites de traitement des données, serait nécessaire pour rendre cette troisième économie superflue.

L'ignorance partielle du futur est la principale raison pour laquelle les tentatives répétées pour calculer des plans de long terme n'aboutissent jamais à rien de plus qu'à la production de documents qui deviennent rapidement inutiles. Après un court laps de temps, il devenait évident que les principaux problèmes du moment n'étaient pas ceux pris en compte dans le plan.

---

11. Il s'agit du problème bien connu de sous-optimisation, que l'on rencontre quand des entreprises évaluées sur leur capacité à remplir des objectifs planifiés en quantités physiques de produits, privilégient ces derniers au détriment de l'utilité de leur production. Pour une discussion approfondie de l'économie politique de ce problème, voir Roland (1989, chap. 2, 3 et 5). Pour une discussion plus technique, voir Hitch et McKean (1960, pp. 158-61).

L'ignorance partielle des planificateurs est de deux types. Il y a tout d'abord l'ignorance produite par le processus de planification. Il y a ensuite l'ignorance inévitable. Le premier type a trois causes : les subordonnés peuvent transmettre des informations inexactes, le processus de transmission des informations peut en détruire certaines, et ceux à qui ces informations sont destinées peuvent ne pas les recevoir. Considérons ces trois cas tour à tour.

*La transmission par les subordonnés d'informations inexactes*

Il est bien connu que dans toute bureaucratie (Downs, 1967, p. 77) : « Chaque responsable tend à biaiser l'information qu'il transmet à ses supérieurs hiérarchiques. Plus précisément, tous les responsables tendent à amplifier les données qui leur sont favorables et à minimiser celles qui reflètent leurs propres limites ». Ceci explique certains phénomènes comme l'exagération des chiffres de production agricole en URSS, que Khrouchtchev et Gorbatchev critiquaient, et en Chine durant le Grand bond en avant. Ceci explique aussi la surestimation des besoins en intrants et la sous-estimation des possibilités de production, épisode habituel du processus de planification et de contre-planification conduisant à l'élaboration du plan.

Cette tendance des responsables à déformer l'information qu'ils transmettent vers le haut de la hiérarchie peut être minimisée de trois manières : par une supervision stricte, par des incitations adaptées et en évitant d'avoir besoin de cette information. La supervision stricte (par le parti, les organes de sécurité étatiques, une commission de contrôle, des agences statistiques et financières) fut une méthode standard pour réduire la distorsion de l'information. Elle n'allait pas sans coûts. Il était bien connu que des incitations inappropriées (par exemple insistant sur la réalisation et le dépassement du plan) pouvaient engendrer une distorsion de l'information, et des incitations alternatives ont souvent été expérimentées. Le remplacement partiel et expérimental de la méthode des projections pour la détermination des besoins matériels par des modèles mathématiques dans l'URSS des années soixante-dix fut un exemple de tentative pour éviter le besoin de cette information.

*Le processus de transmission de l'information en détruit une partie*

Le problème de l'agrégation illustre comment le processus de transmission de données peut en détruire une partie. Au cours du processus de planification, on procédait à l'agrégation par marchandises, par entreprises et par périodes temporelles. Les trois engendraient des erreurs (Ellman, 1969). Les erreurs d'agrégation peuvent être réduites en suivant des critères d'agrégation appropriés ou en accroissant le niveau de détail du plan, mais il est peu probable qu'elles puissent jamais être éliminées.

*Les destinataires de l'information peuvent ne pas la recevoir*

« L'hypothèse du calcul à résultat unique » des théoriciens cognitivistes de la prise de décision offre un autre exemple de production d'ignorance par la planification socialiste. Ceci renvoie au fait que le processus de prise de décision souvent « ne correspond pas à la structure incertaine de l'environnement dans laquelle les événements peuvent prendre un certain nombre de trajectoires alternatives. Au contraire, il impose une certaine représentation et fonctionne de façon à préserver cette représentation ». Aussi, « l'information pertinente peut entrer dans le processus de décision ou être filtrée, tout dépend de son lien avec la structure existante des croyances... On ne doit pas s'attendre à ce que cette information qui menace les structures de croyance établies soit traitée d'une manière entièrement dominée par le principe de réalité » (Steinbruner, 1974, p. 123).

L'exemple classique, c'est bien entendu la surprise de Staline devant l'invasion allemande de 1941, malgré l'information préalable transmise par Sorge et d'autres, découlant de son filtrage d'une information qui remettait en cause une structure de croyances établies. De même, le chef du parti communiste polonais Gomulka fut surpris par le résultat de sa politique d'autosuffisance en céréales, malgré les avertissements des économistes, comme Kalecki, quant à ses effets négatifs probables (Feiwel 1975, chap. 19).

Les décideurs peuvent non seulement filtrer des informations exactes mais malvenues, mais ils peuvent aussi en supprimer la source. Par exemple, la réaction de la direction polonaise à la discussion sur le plan quinquennal 1966-1970 fut, non seulement d'ignorer les suggestions faites (et qui devaient s'avérer correctes par la suite), mais aussi de prendre « des mesures d'une violence exceptionnelle » (Brus, 1973, p. 107) contre le principal intervenant (Michal Kalecki). De même, l'une des causes des problèmes de la politique agricole soviétique entre les deux guerres fut le filtrage des informations exactes concernant, par exemple, l'ampleur des récoltes et de la production vendue, ou l'importance d'une rotation adéquate des cultures, et la répression des principaux spécialistes dans le domaine de la statistique agricole et de l'agronomie. D'une manière plus générale, le filtrage de l'information fournie par les spécialistes (et parfois la liquidation des spécialistes eux-mêmes) en raison de la méfiance des dirigeants envers eux, considérés comme « n'étant pas des nôtres » et politiquement peu sûrs, a souvent été une source d'ignorance évitable dans les pays socialistes. Ce fut l'un des gaspillages provoqués par la dictature.

Une fois l'information exacte filtrée et ses pourvoyeurs liquidés, la confiance peut être placée en des personnes qui ne sont en fait pas compétentes dans le domaine considéré. Comme l'économiste hongrois Jánossy (1970) devait le

noter, la période stalinienne fut caractérisée non seulement par la méfiance envers les spécialistes mais aussi par la confiance envers les non-spécialistes. Par exemple, dans le cadre de la détermination des plans d'investissement, on se reposa souvent sur des ingénieurs non compétents dans le domaine concerné, sans compter l'évaluation et le calcul des coûts. En conséquence, des projets extraordinairement coûteux furent conçus et réalisés.

De plus, une fois l'information exacte filtrée et ses sources liquidées, une image complètement fantaisiste de la réalité peut jouer un rôle majeur dans la perception des décideurs. Ceci est particulièrement facile s'il existe une censure stricte préalable pour toutes les publications et que seuls les matériaux confortant les illusions des décideurs peuvent être publiés. Il est ainsi bien connu qu'à la fin de la vie de Staline ses politiques avaient un impact très négatif sur l'agriculture de l'URSS et de l'Europe de l'Est. Une des raisons d'une telle situation était, comme Khrouchtchev le souligna dans son rapport au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS « Sur le culte de la personnalité et ses conséquences », la perception par Staline de la situation de l'agriculture découlait largement de films qui peignaient une image plutôt illusoire de la prospérité rurale. « Bien des films décrivaient la vie des fermes collectives où les tables pliaient sous le poids des dindes et des oies. Evidemment, Staline pensait qu'il en allait ainsi dans la réalité ».

La réduction de l'ignorance des décideurs fut un aspect majeur du développement des pays du CAEM après la mort de Staline. La publication des données statistiques s'accrut de manière importante. De nombreux instituts scientifiques furent créés. De nouvelles disciplines liées à la politique du gouvernement telles que l'économie mathématique, la sociologie et la démographie se développèrent. Les contraintes furent en général assouplies et, dans certains pays à certaines périodes, l'utilisation de ces nouvelles possibilités en matière de recherches liées à la politique furent activement encouragées. Des débats sérieux eurent lieu sur des questions politiques (par exemple les débats soviétiques sur les réformes économiques dans les années soixante et quatre-vingt).

Néanmoins, l'ignorance partielle des décideurs, qu'ils avaient eux-mêmes créée, devait toujours jouer un rôle majeur. En URSS, les distorsions dans les statistiques économiques eurent une responsabilité importante dans l'effondrement du système en donnant aux dirigeants une image beaucoup trop optimiste des développements réels de l'économie (Eydelman, 1998 ; Khanin, 1998). De même, un ancien colonel du renseignement militaire attribua la défaite soviétique dans la guerre froide à l'absence d'instituts de recherches en sécurité stratégique et en économie indépendants en URSS (Ellman et Kontorovich, 1998, p. 45). En leur absence, les décisions prises ne reflétèrent pas une bonne compréhension de la situation réelle.



De même, l'ignorance partielle a joué un rôle significatif dans la fragilisation du socialisme réellement existant en Pologne. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, des tentatives pour augmenter les prix des produits alimentaires durent par deux fois être annulées (décembre 1970 et juin 1976) et par deux fois elles aboutirent à la chute du dirigeant du Parti (décembre 1970 et septembre 1980) en réaction des autorités face à l'émotion populaire. L'ignorance des autorités quant aux probables réactions de la population résultait de l'inexistence d'institutions capables de transmettre les opinions des travailleurs aux dirigeants de l'État<sup>12</sup>, de la réticence des subordonnés à relayer vers leurs supérieurs des vérités désagréables, du filtrage par les décideurs de cette information désagréable et de la répression de ceux qui la fournissaient.

Une certaine ignorance est tout simplement inévitable. La nature de la vie économique est telle que cette dernière est en permanence affectée par des événements qui n'avaient pas été prévus lors de la conception du plan. Ceci est particulièrement évident pour le produit des récoltes, les innovations<sup>13</sup> (qu'elles soient techniques ou managériales/organisationnelles), les affaires internationales et les facteurs démographiques. Cette ignorance du futur peut être réduite, par exemple en créant des instituts de recherches sur la conjoncture internationale ou la démographie, mais elle ne peut jamais être éliminée. Keynes observait ainsi (Keynes, 1937, pp. 213-14) : « L'espérance de vie est seulement légèrement incertaine. Le sens dans lequel j'utilise ce terme est celui où la perspective d'une guerre en Europe est incertaine, ou encore le prix du cuivre et le niveau du taux d'intérêt d'ici vingt ans, ou l'obsolescence d'une nouvelle invention, ou encore la position des détenteurs de richesse privée dans le système social en 1970. Sur ces questions, il n'y a pas de fondements scientifiques à partir desquels construire une quelconque probabilité calculable. Nous ne savons pas tout simplement. »

Bien entendu, Keynes tirait des conclusions d'une grande portée sur l'importance de l'ignorance.

Non seulement les décideurs au niveau central sont, inévitablement, partiellement ignorants, mais les tentatives pour concentrer entre leurs mains toutes les décisions importantes ont un coût. Elles ont un coût pour deux

---

12. D'après la théorie de la courroie de transmission, la fonction des syndicats était juste le contraire. Les services de sécurité de l'Etat représentaient un substitut partiel. Par « théorie de la courroie de transmission » on se réfère à la vision, explicitée par Staline, de la fonction des syndicats dans une économie socialiste comme servant à transmettre aux travailleurs les opinions de la direction.

13. Dans son rapport au 8<sup>e</sup> congrès du parti (1956), Zhou Enlai nous offre un exemple de la façon dont les innovations techniques imprévues peuvent empêcher le fonctionnement correct de la planification socialiste. Il observait alors, en parlant des plans économiques de la Chine, que « même s'ils sont suffisamment exacts au moment où ils sont élaborés, ils peuvent être déséquilibrés par des facteurs imprévus. Par exemple, en 1956, quand le taux d'utilisation des fours Martin et des hauts-fourneaux augmenta suite à l'introduction d'une nouvelle technologie, l'offre de minerai et de coke ne parvint pas à suivre. »

raisons. En premier lieu, elles nécessitent un grand nombre de personnes et un équipement spécialisé considérable. En second lieu, cette conception erronée, que la rationalité sociale peut être atteinte en calculant un plan centralisé qui est ensuite fidèlement exécuté, peut réduire la réactivité du pays à de nouvelles informations et par là engendrer des gaspillages. L'ancien mathématicien soviétique Lerner (1975, p. 214) soutenait que : « Un des traits distinctifs d'un système où le contrôle est centralisé est le degré élevé de *rigidité* de la structure, car l'adaptation aux changements aléatoires et aux changements engendrés par l'évolution du système et de l'environnement n'ont pas lieu au niveau des parties individuelles du système mais seulement au point de contrôle central. Le contrôle centralisé permet la stabilisation d'un système sur longue période, en supprimant à la fois les fluctuations et les changements évolutionnaires des parties individuelles du système sans les reconstruire. Néanmoins, au bout du compte, ceci peut être dommageable pour le système, car les contradictions entre la structure inchangée du système et les changements liés à l'évolution peuvent s'accroître au point d'atteindre des dimensions globales et nécessiter une reconstruction si brutale et radicale, qu'elle en devienne impossible dans le cadre de la structure donnée et conduise à sa désintégration ». Vingt-quatre ans après la première publication de ce livre, la désintégration qu'il annonçait se produisit – corroborant les arguments théoriques de l'auteur contre le contrôle centralisé comme mécanisme efficace de contrôle en longue période pour des systèmes complexes de grande taille.

À cause de l'ignorance partielle, Loasby (1976, pp. 136-137) a soutenu que « les grandes organisations, si elles veulent prospérer, doivent renoncer au déterminisme au profit de la libre volonté. La délégation peut être utilisée, non pour programmer les choix, mais pour encourager l'initiative. Parmi les incertitudes et les fortunes de la guerre, l'initiative d'un responsable subordonné, ou son absence, s'est souvent révélée décisive. Nelson a fait preuve de cet esprit d'initiative comme subordonné et l'a aussi encouragé comme dirigeant supérieur ; et Slim, qualifiant le commandant japonais qui à Kohima manqua une importante occasion en se conformant à ses ordres comme « un de ses meilleurs généraux », fit l'éloge de ses subordonnés "pour leur capacité à agir immédiatement pour saisir l'avantage offert par une information inopinée ou un changement de circonstances, sans en référer à leurs supérieurs" ». L'hypothèse que toutes les données pertinentes ont déjà été traitées par le centre et que le devoir de tous les subordonnés est d'exécuter le plan peut tout simplement conduire à des réactions socialement irrationnelles et sources de gaspillage face à une situation changeante, car les subordonnés sont écartés des réactions socialement rationnelles et le centre privé de l'information<sup>14</sup>.

---

14. Comme Crozier (1964, p. 190) l'a observé, le résultat du processus de décision caractérisant les bureaucraties est que « ceux qui prennent les décisions ne peuvent avoir une connaissance de première main des problèmes qu'ils doivent résoudre. D'un autre côté, les

C'est à cause de l'ignorance partielle que les mécanismes de rétroaction sont aussi importants dans le contrôle économique. Ils permettent à l'économie de répondre en douceur en cas de perturbations imprévues. Les fameuses pénuries et files d'attente pour les biens de consommation, qui ont caractérisé les économies socialistes, sont des exemples de ce qui se produit lorsque les mécanismes de rétroaction sont inadaptés. Elles résultent en partie de l'absence de deux mécanismes de rétroaction, la flexibilité des prix et la flexibilité des quantités, qui assurent l'équilibre entre l'offre et la demande dans le capitalisme.

Une faiblesse majeure de la théorie marxiste-léniniste traditionnelle de la planification (et des institutions fondées sur cette théorie) est qu'elle ne parvint pas à prendre en compte l'ignorance, en dépit de son importance fondamentale. Elle a aussi été incapable de prendre en compte les processus stochastiques et chaotiques, par opposition aux processus déterministes. Elle supposait une connaissance parfaite, un monde déterministe, dans lequel des plans parfaits uniques peuvent être conçus pour le présent et le futur. En réalité, nous vivons dans un monde où nous sommes partiellement ignorants du passé, du présent et du futur, et dans lequel les processus stochastiques et chaotiques sont importants, et nos théories, nos institutions et nos politiques doivent en tenir compte. L'accent mis par la théorie autrichienne sur le rôle du marché à la fois pour l'utilisation et la découverte de l'information s'est révélé tout à fait judicieux. Les faiblesses de la théorie marxiste-léniniste ne sont pas accidentelles – elles reflètent en fin de compte son lien avec la physique classique, dont le succès la transforma en un programme de recherches d'une influence extraordinaire.

#### *Des techniques inappropriées pour le traitement des données*

L'inadéquation des techniques utilisées pour traiter les données qui étaient disponibles fut la principale raison de l'instabilité des plans et une des raisons expliquant les longues périodes de construction. Les techniques de planification utilisées dans la planification socialiste (les balances matières et les tableaux des entrées-sorties) étaient telles que les plans en cours étaient toujours incohérents (Ellman, 1973, chap. 1). Au fur et à mesure que ces incohérences apparaissaient au cours de la période planifiée, il devenait nécessaire de modifier les plans pour permettre à l'économie de fonctionner. L'impossibilité de réaliser le plan faute d'un intrant nécessaire était un exemple type d'une incohérence conduisant à une modification du plan. Quand le plan de production affecté était celui d'un chantier de construction, ceci retardait naturellement l'achèvement du projet. Bien que certaines modifications fussent faites formellement par les

---

hommes de terrain qui connaissent les problèmes n'ont jamais le pouvoir nécessaire pour ajuster, expérimenter et innover ».

instances responsables (les ministères), d'autres l'étaient de manière informelle par les entreprises concernées elles-mêmes (la troisième économie).

Des tentatives furent faites pour surmonter ce problème en améliorant les techniques de planification. Par exemple, le calcul de plans optimaux par la programmation linéaire et les techniques associées fut une innovation majeure pour la planification de l'investissement en Europe de l'Est en 1960-1975 (Kornai, 1967 ; Ellman, 1973, pp. 75-90). Ceci constituait une amélioration des techniques de planification car les plans d'investissement ainsi conçus avaient plus de chance d'être réalisables. Les plans conçus par les méthodes traditionnelles étaient souvent irréalisables, ce qui explique l'allongement chronique des périodes de construction. Cette nouvelle technique donnait aussi la possibilité d'étudier des variantes. Par exemple, quand le plan soviétique pour 1976-1990 fut élaboré, il fut décidé d'établir les plans optimaux de développement pour chaque industrie en quatre variantes. Deux d'entre elles variaient en fonction de la valeur utilisée comme norme d'efficacité de l'investissement et les deux autres en fonction du volume prévu de la consommation. De cette manière, il devenait possible d'étudier la sensibilité des décisions en matière d'emplacement et de production optimaux aux variations des paramètres clés. Bien que cette nouvelle technique fût un progrès par rapport aux anciennes, son utilisation était loin d'être suffisante pour assurer la réalisation de plans d'investissement efficaces. Les problèmes relatifs à cette nouvelle technique comprenaient : l'insuffisante disponibilité des données nécessaires, le caractère irréaliste de certaines hypothèses (par exemple celle de rendements d'échelle constants), la nécessité de coordonner les calculs des plans optimaux entre toutes les branches industrielles et avec les variables du plan macroéconomique, et le fait que les résultats de ces calculs étaient souvent refusés.

Il arriva parfois que des innovations majeures dans le domaine des techniques de planification, qui avaient suscité de grands espoirs, ne réussissent pas à réaliser les objectifs de ceux qui les avaient introduites. Par exemple, dans les années soixante, les matrices entrées-sorties furent largement introduites dans les pays socialistes d'État européens. C'était la première technique mathématique introduite dans la planification socialiste et beaucoup entretenaient de grands espoirs quant aux avantages qui résulteraient de son utilisation. On s'attendait généralement à ce que cette méthode élimine le problème des plans incohérents car l'emploi des tableaux d'entrées-sorties permettrait de calculer des plans cohérents. En fait, cela se révéla erroné. La technique des entrées-sorties, comme les balances matières, était incapable de résoudre le problème de l'élaboration de plans cohérents pour l'ensemble des marchandises soumises au plan central (Ellman, 1973, chap. 1). Ceci ne voulait pas dire que la nouvelle méthode était inutile. Au contraire, elle se révéla très utile pour le calcul des variantes initiales du plan et comme source

d'information. Néanmoins, le problème qu'elle était supposée résoudre restait entier.

Non seulement de nouvelles techniques peuvent ne pas réussir à résoudre les problèmes qui avaient motivé leur introduction, mais de plus leur expérimentation est susceptible de mettre en évidence les pertes causées par les méthodes administratives. Un exemple bien connu nous est donné par l'utilisation de la programmation linéaire en URSS dans les années soixante pour calculer des programmes de transport au coût minimum. Comme Belkin et Birman devaient le souligner dans l'édition du 4 décembre 1964 des *Izvestija*, « Ceci n'est pas un travail compliqué. De nombreux articles et livres ont été écrits et plus d'une thèse soutenue, mais très peu de fret est transporté suivant les programmes optimaux. Pourquoi ? Simplement parce que les organisations en charge du transport reçoivent des plans fondés sur la maximisation du produit en tonne/kilomètre. On peut créer des centres de calculs et concevoir de superbes algorithmes, mais rien n'en sortira tant que les organisations de transport calculeront la réalisation du plan sur la base de la tonne kilométrique ».

Du point de vue avantageux des années quatre-vingt-dix, s'interrogeant sur le dernier plan quinquennal soviétique (le XII<sup>e</sup> plan, 1986-1990), un ancien responsable de l'institut de recherche du Gosplan (Kirichenko, 1998, p. 130), souligne que la compilation des données pour ce plan utilisait un grand nombre de méthodes améliorées pour le traitement des données (prévision, programmation, modèles économique-mathématiques). « Néanmoins, aucune innovation savante, méthodologique ou technique ne pouvait compenser la capacité déclinante du système de planification-distribution et l'arbitraire récurrent dans la planification et la gestion de l'économie. Ces efforts revenaient à équiper une vieille machine avec un système de contrôle informatisé, ce qui contribue peu à accroître l'efficacité du système dans son ensemble. Les planificateurs continuaient d'avoir recours aux méthodes de commandement pour résoudre des problèmes urgents et radicalement nouveaux. »

### **La complexité**

Le terme de complexité est employé ici pour décrire le fait que la prise de décision est dispersée entre de nombreux individus et organisations. Cette dispersion est une réaction normale et nécessaire aux difficultés dans la collecte et le traitement en un seul point de toutes les données nécessaires à une décision socialement rationnelle. Elle engendre cependant de nombreux problèmes.

L'une des raisons de l'incohérence des plans courants, qui à son tour fut l'une des principales causes de leur instabilité, fut justement que la tâche de planifier la production et l'offre pour l'ensemble de l'économie fut considérée

comme trop compliquée pour une seule organisation et, en conséquence, fut répartie entre de nombreuses organisations. Ceci créa de nombreux problèmes de coordination (Ellman, 1973, pp. 24-25).

De même, de nombreux problèmes résultèrent du fait que dans le modèle de planification soviétique traditionnelle, la compilation des plans et la vérification de leur exécution étaient réparties entre deux organisations, le Gosplan et l'Administration centrale de statistique (le TsSU). Ainsi, l'introduction de la technique des entrées-sorties dans la planification soviétique dans les années soixante fut retardée par le fait que ces deux organisations utilisaient des classifications différentes pour les marchandises.

La dispersion de la prise de décision entre diverses organisations garantit que ce processus sera affecté par ce que Downs (1967, p. 216) a appelé la loi du conflit interorganisationnel. Cette loi établit que *chaque organisation de grande taille est en conflit partiel avec tous les autres agents sociaux avec lesquels elle est en contact*.

La théorie marxiste-léniniste traditionnelle de la planification tient pour acquis que tous les décideurs dans l'économie constituent une « équipe », soit un groupe de personnes travaillant de concert ayant des objectifs identiques. En réalité, les décideurs forment une « coalition », c'est-à-dire un groupe de personnes travaillant de concert et ayant certains objectifs en commun, mais pas tous. Pour donner un exemple des conséquences de ce fait, les organisations subordonnées (ministères, comités locaux du Parti) commençaient souvent la construction d'usines pour servir leurs propres intérêts (car elles les rendaient moins vulnérables au comportement d'autres organisations ou augmentaient la production de « leur » produit) même si la mise en route de tels projets de construction ralentissait fréquemment d'autres projets et, ainsi, avait un impact négatif sur les objectifs nationaux. C'était un phénomène normal dans le cadre de la planification socialiste et une des explications de l'allongement chronique des délais de construction. De même, la seconde économie se développait en partie à cause du fossé entre les objectifs du centre et ceux des membres individuels de la société (c'était aussi, en partie, le résultat de l'ignorance partielle des planificateurs des besoins précis de la population et des capacités réelles de production des entreprises). Alors que les planificateurs étaient souvent préoccupés en priorité par des projets importants concernant la défense et l'investissement, les individus étaient souvent plus intéressés par leur propre consommation et celle de leur famille, et par les possibilités de la maintenir ou de l'accroître. Ainsi, leurs activités visaient à l'accomplissement de ces objectifs (la seconde économie).

Le fait que la prise de décision soit dispersée entre des organisations ayant certains objectifs en commun, mais pas tous, rend nécessaire que les organismes du niveau supérieur guident ceux du niveau inférieur vers les décisions socialement rationnelle ; c'est-à-dire le problème du critère.

C'est bien parce que les décideurs constituent une coalition et non une équipe que les incitations, positives et négatives, matérielles et morales, jouent un rôle important en matière de motivation en garantissant le volume nécessaire de travail. Bien sur, il existe certains groupes de la population qui peuvent œuvrer de manière positive pour la réalisation des objectifs nationaux indépendamment de leurs récompenses matérielles.

Néanmoins, l'ensemble de l'expérience du monde du socialisme d'Etat a montré, que motiver les individus pour qu'ils travaillent bien pour réaliser les objectifs établis par les plans nationaux, était un problème complexe et difficile, qui ne fut nulle part résolu de manière pleinement satisfaisante. Expliquant pourquoi, même sous Tchernienko, le Politburo considérait la réforme économique comme nécessaire, l'ancien dirigeant soviétique de haut rang, Prostiakov, affirmait que (Ellman et Kontorovitch, 1998, p. 97) : « le principal fléau du système [socialiste] était l'indifférence et l'apathie de la grande majorité des travailleurs, son incapacité à penser de manière indépendante, le parasitisme social et le faible niveau de la discipline ». D'un point de vue théorique, tout le problème de la motivation est apparu seulement parce que, contrairement aux attentes marxistes-léninistes traditionnelles, bien des individus, même dans des économies où les moyens de production étaient nationalisés et où existait un plan économique national, étaient guidés, non pas par un besoin intériorisé d'exécuter le plan, mais par d'autres motivations. En d'autres termes, ils constituaient une coalition et non une équipe. Cet échec à motiver correctement la force de travail fut la cause principale de la chute de la productivité du travail à Cuba dans les années soixante, dans l'agriculture soviétique à la suite de la collectivisation et dans l'agriculture chinoise après le Grand bond en avant. En réalité, ce fut une source importante de gaspillage dans toute l'histoire du socialisme d'Etat.

Dans toute organisation, l'aversion au risque est un critère important pour les responsables. C'est une des explications à la fois de la bureaucratisation et de l'échec de la réforme avortée de Kossyguine en 1966-1969. Downs (1967, p. 100) a bien expliqué pourquoi l'aversion au risque est une des causes de la bureaucratisation. Afin d'éviter le risque de prendre une décision qui pourrait par la suite être critiquée, les responsables se reposent principalement ou totalement sur les règles et les réglementations établies. Ceci peut engendrer de la paperasserie et des décisions socialement irrationnelles, mais est susceptible de fournir au responsable concerné une réponse satisfaisante en cas d'enquête ultérieure.

Pour ce qui est de l'échec de la réforme Kossyguine de 1966-1969 (Ellman, 1977, p. 33) : « il est facile de voir que, pour la direction d'une entreprise ayant une aversion au risque, même pendant la réforme, la sous-réalisation du plan et son dépassement sont asymétriques. La perte pour chaque pour cent de sous-réalisation des objectifs (réprimandes, inspection par les instances supérieures,

perte des primes managériales, réduction du fonds de stimulation de l'entreprise) est bien plus élevée que le gain pour chaque pour cent de dépassement du plan (30% ou plus d'accroissement marginal du fonds d'incitation de l'entreprise et un accroissement marginal des primes managériales). Aussi, l'aversion au risque est une autre raison pour laquelle le nouveau système fut incapable de conduire à l'adoption généralisée de plans tendus ».

Que la prise de décision soit dispersée dans une coalition, dont les membres ne sont pas autorisés, dans bien des cas, à être rémunérés pour leur production, est aussi une des raisons de la bureaucratisation. La raison provient de ce que Downs (1967, p. 188) a appelé la loi des prix non-monétaires. Elle établit que *les organisations qui ne peuvent faire payer en argent leurs services doivent développer des coûts non-monétaires qu'elles font supporter à leurs clients comme moyen de rationner leurs productions*. Ainsi, une grande partie du comportement irritant des bureaucrates représente souvent un moyen de rationner leurs ressources limitées de sorte qu'elles puissent être disponibles pour ceux réellement désireux de les utiliser. C'est précisément parce que des organisations non-marchandes tendent à développer la bureaucratisation, que durant toute l'histoire de la planification socialiste, des efforts répétés furent déployés – avec un manque de succès remarquable – pour combattre la bureaucratie.

L'aversion au risque et des critères locaux (le problème de la sous-optimisation) sont d'importants facteurs d'entrave au progrès technique. L'innovation est freinée par un système dans lequel la réalisation trimestrielle du plan est très importante et où les effets externes de l'innovation sont de peu d'importance pour la plupart des décideurs.

Le rôle joué par la dispersion de la prise de décision dans le fait que, même une économie non-marchande avec propriété d'État ne serait pas nécessairement socialement rationnelle, était déjà un problème familier pour les observateurs attentifs du communisme de guerre. Il y a trois quarts de siècle, Kritsman (1924, pp. 98-99) observait que « si nous considérons l'économie dans son ensemble... nous arrivons à la conclusion que, dans notre économie prolétarienne-naturelle, l'exploitation et le marché ont été vaincus sans que ne le soit l'anarchie de la vie économique... Il est bien connu qu'une économie marchande est une économie anarchique. Il serait cependant erroné d'en conclure qu'une économie non-marchande, c'est-à-dire une économie naturelle, est nécessairement non-anarchique, c'est-à-dire une économie planifiée... Pour qu'une économie soit anarchique, il est nécessaire et suffisant qu'il y ait une multiplicité de sujets économiques (indépendants). » Avec l'avantage de trois quarts de siècle d'expérience supplémentaire, on peut ajouter les deux points suivants à l'observation de Kritsman : la dispersion de la prise de décision est inévitable et permanente (en raison de l'ignorance partielle et des techniques



insuffisantes de traitement de l'information), et une économie où la prise de décision est dispersée, peut être, mais pas nécessairement, socialement irrationnelle.

#### LA PLANIFICATION SOCIALISTE ET L'ÉCONOMIE DE GUERRE

La réflexion des bolcheviques sur la planification socialiste commença en état de guerre (la première guerre mondiale et la guerre civile) et sous l'influence de l'économie de guerre allemande. Par la suite, le célèbre économiste polonais Oskar Lange devait décrire le modèle traditionnel de la planification socialiste comme une « économie de guerre *sui generis* » et les économistes britanniques Ely Devons et Alec Nove attirèrent l'attention sur la relation étroite entre le modèle traditionnel de planification socialiste et l'économie de guerre britannique au cours de la seconde guerre mondiale. Ceci soulève une question intéressante : pourquoi des économies capitalistes adoptent-elles une variante de la planification socialiste en temps de guerre, quand l'efficacité maximale est requise, si ce système est si inefficace ? Il semble que la réponse soit la suivante.

En premier lieu, une économie de guerre permet à l'État de concentrer les ressources sur un nombre limité d'objectifs prioritaires qu'il considère comme les plus importants. En raison des trois facteurs discutés dans la section précédente, il devrait s'ensuivre normalement que les ressources disponibles pour la production civile et la consommation ne seront pas allouées là où elles pourraient produire la plus grande production de biens civils et le volume le plus grand de satisfaction des consommateurs, mais l'État ne s'en soucie guère et la population est prête à l'accepter car sa survie dépend de la production de canons et non de beurre. D'un autre côté, en temps de paix, dans des pays démocratiques, la population ne tolérerait pas que le gouvernement alloue les ressources de la nation à des « pyramides de sacrifice » (Berger, 1974) alors que ses conditions de vie sont restreintes.

En second lieu, le gaspillage engendré par l'ignorance partielle, les techniques inadéquates de traitement des données et la complexité, est compensé par les ressources supplémentaires obtenues par la transition d'une économie contrainte par la demande à une économie contrainte par les ressources. Même si dans le long terme, une économie contrainte par les ressources engendre des formes particulières de gaspillage (Kornai, 1980), dans le court terme, elle permet une production supplémentaire et l'état de guerre en réduit certains effets négatifs (par exemple sur le moral des travailleurs). Comme Philip Hanson le fit un jour remarquer, le système soviétique n'était pas tant un système d'allocation de ressources *données* qu'un système de *mobilisation* des ressources. Le débat russe de 1998 quant à la possibilité de

réintroduire un régime de mobilisation (Mityaev, 1998) était une critique du système d'économie de marché qui, dans sa variante russe, a permis que des réserves substantielles de capacité de production et de travail ne soient pas utilisées et que des ressources substantielles d'investissement potentiel puissent quitter le pays (fuite des capitaux).

En troisième lieu, la complexité est d'une importance réduite devant la nécessité de gagner la guerre. C'est une force de motivation puissante qui peut réduire les problèmes de coordination et de motivation.

En quatrième lieu, il y a une dimension distributive importante. Une économie de guerre permet à l'État de transférer à des fins militaires la large part des ressources consacrées normalement en temps de paix à la consommation de luxe. De plus, au cours d'une guerre, la position de négociation des travailleurs est renforcée. Pour les ouvriers, une économie de guerre peut être bénéfique dans ses aspects redistributifs et de réduction de la pauvreté. Une économie de guerre peut conduire en fait à une amélioration des conditions de vie pour le segment de la population qui était en condition de pauvreté dans le système antérieur contraint par la demande (ce qui fut le cas en Grande-Bretagne durant la seconde guerre mondiale). Ces personnes profitent tout à la fois de l'augmentation de l'emploi et de la redistribution de la consommation des capitalistes vers la consommation des travailleurs. Réciproquement, la transition de la planification socialiste au capitalisme en Europe centrale et orientale a été associée à un accroissement des inégalités et de la pauvreté. Comme en temps de paix, les groupes de la population aux revenus les plus élevés ont normalement une influence politique disproportionnée, le facteur redistributif est une raison importante de ce que les économies capitalistes ne recourent aux méthodes de la planification socialiste qu'en période de guerre.

En somme, malgré les arguments généraux contre l'efficacité d'une économie de guerre *sui generis*, sous certaines conditions, ce type d'organisation présente certains avantages économiques et sociaux.

#### LA RÉFORME DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE

La réforme de la planification socialiste commença en Yougoslavie en 1950, fut débattue en Pologne et en Hongrie au milieu des années cinquante, puis discutée dans tout le CAEM ou Comecon au milieu des années soixante, et finalement introduite en Hongrie en 1968, en Chine en 1978 et en URSS en 1986. Ces réformes reflétaient toutes l'insatisfaction par rapport aux résultats de la planification socialiste, dans des domaines clés tels que l'agriculture, la consommation des ménages, le commerce extérieur, le progrès technique et la croissance économique. En particulier, la baisse régulière des taux de croissance

en URSS, la patrie du modèle traditionnel, à partir de 1958, suggère que le modèle n'était sans doute pas viable dans le long terme dans un environnement capitaliste international dynamique (même si sa mort fut accélérée par les conséquences non intentionnelles de la perestroïka).

Dans certains cas, les réformes ont simplement aggravé la situation. L'exemple classique est l'URSS, où la perestroïka conduisit à une catastrophe économique. Dans d'autres cas, comme en Yougoslavie, en Hongrie et en Chine, les réformes, associées aux changements de politique économique et/ou aux facteurs favorables dans l'environnement économique, ont conduit à des améliorations économiques considérables (par exemple l'augmentation des niveaux de vie). Même dans les pays où l'introduction des réformes améliora la situation, il y avait toujours une large insatisfaction quant au système économique. Par exemple, en Hongrie, il y avait une grande insatisfaction liée à l'accroissement régulier de l'écart entre les niveaux de vie hongrois et autrichien. En Chine, l'insatisfaction portait sur la corruption, l'inflation et la répression. De même, les décideurs en Hongrie enviaient les résultats économiques de l'Europe occidentale et, en Chine, ceux du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan. Ainsi, la planification socialiste réformée, comme le modèle traditionnel, n'a pas réussi à répondre aux aspirations de l'élite envers un système économique supérieur au capitalisme ni à celles de la population envers un modèle économique attractif.

#### DE LA RÉFORME AU CHANGEMENT DE SYSTÈME

Des cinq caractéristiques du modèle traditionnel de la planification socialiste (la propriété d'État, la dictature politique, le système mono-hiérarchique, la planification impérative et en objectifs physiques), les réformes économiques ont tendu à abolir les deux derniers mais à conserver les trois premiers. Le changement de système devint possible lorsque le parti communiste perdit le pouvoir et que des hommes politiques arrivèrent au pouvoir, avec un engagement en faveur d'une démocratie libérale, d'une propriété principalement privée, d'une pleine intégration dans le marché mondial et de l'abolition de la planification de l'investissement. Ceci survint en Europe centrale en 1989, en Russie et dans certaines autres ex-républiques soviétiques en 1991.

Le changement de système se révéla un processus pénible, marqué par l'inflation, le chômage, les inégalités, la criminalisation et l'effondrement de l'État (dans certains pays). Néanmoins, il apporta certains avantages concrets (des magasins pleins, des libertés de toute sorte – de la liberté religieuse à celle de voyager). L'espoir d'obtenir plus semblait devoir attirer tous les anciens pays socialistes est-européens et baltes, à des rythmes variables, sur le chemin qui mène au système économique de type OCDE ou, pour malmené un terme

chinois, au capitalisme avec des caractéristiques nationales. En ce qui concerne l'ex-URSS (moins les pays baltes), le point final de son processus de changement systémique reste encore peu clair au moment où nous écrivons. Après sept années de tentative de « transition », le pays le plus important, la Russie, a été la victime non seulement de tous les maux indiqués plus haut, mais aussi d'une dépression, d'un appauvrissement et d'un retour vers des formes sociales primitives.

#### L'IMPACT INTERNATIONAL DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE

Le modèle soviétique de planification économique eut un impact considérable à travers le monde. Bien avant 1939, il influençait la politique économique dans des pays comme l'Allemagne et le Mexique. Après la seconde guerre mondiale, la planification de l'économie se répandit dans des pays comme les Pays-Bas, la France et le Japon, où elle acquit des caractéristiques nationales et s'écarta fortement du modèle soviétique (Ellman, 1990). Après l'effondrement des empires coloniaux, elle se répandit dans beaucoup de pays du tiers-monde. Dans tous ces pays, l'expérience de la planification a été variée. Dans certains pays, elle est désormais résiduelle et a peu d'influence sur la politique économique. Dans d'autres, elle a trouvé une niche utile dans le cadre du processus de politique économique. Dans le tiers-monde, les grandes espérances autrefois associées à la planification ont en général été déçues (Streeten et Lipton, 1968 ; Faber et Seers, 1972). D'un autre côté, pendant une longue période, la planification en Corée du Sud a semblé plus réussie. Dans l'ancien monde du socialisme d'État, la planification de l'économie a pris fin dans l'ex-URSS et dans l'ancienne Europe de l'Est, mais elle a survécu jusqu'à maintenant dans une Chine plus heureuse, dont l'offre abondante de biens de consommation, la croissance économique et la faible inflation font l'envie des visiteurs russes.

#### LE TRIOMPHALISME CAPITALISTE

L'effondrement du socialisme d'État en 1989-1991 a donné naissance à ce qui a été appelé « le triomphalisme capitaliste » (Wiles, 1992) ou « l'optimisme libéral » (Chavance, 1994, pp. 182-184). Exalté dans l'effondrement d'un système économique inefficace, il conduit à défendre une transition rapide au système rival et à vanter ses vertus. Cet état d'esprit dura juste dix ans, de 1989 à 1998. Il fut affaibli par le chaos en Russie (Sapir, 1996) et les profonds problèmes économiques et sociaux d'autres pays dits « en transition » tels que l'Ukraine, le Belarus, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie, mais aussi par la

crise économique mondiale qui commença en 1997-1998. Cette dernière démontra la volatilité des marchés financiers, la manière dont ils oscillent entre euphorie et panique, les risques de fragilité bancaire, les dangers pour les économies nationales des mouvements de capitaux, le coût du système contraint par la demande (par exemple le chômage) et la possibilité de dépressions capitalistes (comme en Indonésie en 1998-1999). Ces événements ont démontré que, si Marx et Engels ont eu tort de supposer que le remplacement du marché par la planification conduirait à un système économique et social attrayant, ils avaient raison de penser qu'une économie de marché non régulée était socialement indésirable.

## CONCLUSION

Les soixante-dix ans écoulés entre 1921 et 1991 témoignent de l'ascension et de la chute de la planification socialiste. Cette dernière, dans sa forme soviétique traditionnelle, s'est révélée un système peu attractif, fondé sur une conception théorique erronée, et probablement non viable à long terme dans un environnement capitaliste international dynamique. Bien qu'elle ait disparu de son lieu de naissance, une forme de planification économique continue d'exister dans de nombreux pays, à l'état résiduel dans certains cas, de manière assez heureuse dans d'autres. Là où elle continue de jouer un rôle utile, elle s'est fortement écartée du modèle soviétique. L'effondrement du système socialiste en Europe de l'Est et en URSS a engendré un état d'esprit de triomphalisme capitaliste, qui ne dura que dix ans et fut miné par les difficultés de la « transition », le comportement du marché mondial des capitaux et la dépression dans certains pays capitalistes. Marx et Engels avaient raison de soutenir qu'une économie de marché non régulée était socialement indésirable, mais ils avaient tort de supposer que le remplacement du marché par la planification conduirait à un système économique et social attrayant.

## Bibliographie

- BARONE E. (1908), article italien paru dans *Il Giornale degli Economisti* ; traduction anglaise « The Ministry of production in the collectivist state », in Hayek (1935). Traduction partielle in Nove et Nuti (1972).
- BERGER P. (1974), *Pyramids of Sacrifice*, Basic Books, New York.
- BIM A. (1989), « Gosudarstvennyi plan : novye zadachi, novaya model' », *Kommunist*, n° 11.

- BRUS W. (1973), *The Economics and Politics of Socialism*, Routledge & Kegan Paul, London.
- BRUS W. & KOWALIK T. (1983), « Socialism and development », *Cambridge Journal of Economics*, vol. VII, n° 3-4.
- BUKHARIN N. & PREOBRAZHENSKY E. (1969), *The ABC of Communism*, Penguin, Harmondsworth. Original en russe publié à St. Petersburg en 1920.
- CARR E. H. (1958), *Socialism in One Country 1924-1926*, Part 1, Macmillan, London.
- CARR E. H. & DAVIES R. W. (1969), *Foundations of a Planned Economy 1926-1929*, vol. I, Part. 2, Macmillan, London.
- CHAVANCE B. (1994), *La fin des systèmes socialistes*, L'Harmattan, Paris.
- CROZIER M. (1964), *The Bureaucratic Phenomenon*, University of Chicago Press, Chicago (traduction de M. Crozier, *Le phénomène bureaucratique*, Seuil, Paris, 1963).
- DAVIES R. W. ed. (1984), *Soviet Investment for Planned Industrialisation 1929-1937 : Policy and Practice*, Berkeley Slavic Specialities, Berkeley.
- DOMAR E. (1957), « A Soviet model of growth », in E. Domar, *Essays in the Theory of Economic Growth*, Oxford University Press, New York.
- DOWNS A. (1967), *Inside Bureaucracy*, Little, Brown & Co., Boston.
- ELLMAN M. (1969), « Aggregation as a cause of inconsistent plans », *Economica*, February.
- ELLMAN M. (1973), *Planning Problems in the URSS*, Cambridge University Press, Cambridge.
- ELLMAN M. (1978), « The fundamental problem of socialist planning », *Oxford Economic Papers*, vol. 30, n° 2, July.
- ELLMAN M. (1983), « Changing views on central economic planning : 1958-1983 », *The ACES Bulletin* (ultérieurement *Comparative Economic Studies*), vol. XXV, n° 1, Spring, 1983.
- ELLMAN M. (1989), *Socialist Planning*, 2<sup>nd</sup> ed., Cambridge University Press, Cambridge.
- ELLMAN M. (1990), « Socialist planning », in J. Eatwell, M. Milgate & P. Newman (eds.), *Problems of the Planned Economy*, Macmillan, London.
- ELLMAN M. & KONTOROVICH V. eds. (1998), *The Destruction of the Soviet Economic System*, Sharpe, New York.
- EYDELMAN M. (1998), « Monopolized statistics under a totalitarian regime », in Ellman & Kontorovitch (1998).
- FABER M. & SEERS D. eds. (1972), *The Crisis in Planning*, Chatto & Windus for Sussex University Press, London.
- FEHÉR F., HELLER A. & MÁRKUS G. (1983), *Dictatorship over Needs*, Blackwell, Oxford.

- FEIWEL G. R. (1975), *The Intellectual Capital of Michal Kalecki*, University of Tennessee Press, Knoxville, Tenn.
- FELDMAN G.A. (1928), « K teorii tempov narodnogo khozyaistvo », *Planovoe khozyaistvo*, n° 11-12. Pour une brève discussion de Feldman, voir M. Ellman, « Grigorii Alexandrovic Fel'dman » in J. Eatwell, M. Milgate & P. Newman (eds.), *Problems of the Planned Economy*, Macmillan, London, 1990.
- HAYEK F. A. ed. (1935), *Collectivist Economic Planning*, Routledge & Kegan Paul, London.
- HAYEK F. A. (1937), « Economics and knowledge », *Economica*, vol. IV, n° 13, February.
- HAYEK F. A. (1945), « The use of knowledge in society », *American Economic Review*, vol. 35, n° 4, September.
- HAYEK F. A. (1988), *The Fatal Conceit*, Routledge, London.
- HITCH C. J. & MCKEAN R. N. (1960), *The Economics of Defence in the Nuclear Age*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- JÁNOSSY F. (1970), « The origins of contradictions in our economy and the path to their resolution », *Eastern European Economics*, vol VIII, n° 4.
- KEYNES J. M. (1937), « The general theory of employment », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 51.
- KHANIN G. (1998), « An uninvited advisor », in Ellman & Kontorovitch (1998).
- KIRICHENKO V. (1998), « Planning techniques, feasibility of targets, and outcomes », in Ellman & Kontorovitch (1998).
- KIRSTEIN T. (1984), « The Ural-Kuznetsk Combine », in Davies (1984).
- KORNAI J. (1967), *Mathematical Planning of Structural Decisions*, Amsterdam, North Holland. Une seconde édition a été publiée en 1975.
- KORNAI J. (1980), *Economics of Shortage*, vols. A et B, Amsterdam, North Holland.
- KRISTMAN L. (1921), *O edinom khozyaistvennom plane*, Gosudarstvennoe izdatel'stvo, Moscow.
- KRISTMAN L. (1924), « Geroicheskii period Velikoi Russkoi Revolyutsii », *Vestnik kommunisticheskoi akademii*, n° 9.
- LANGE O. (1937), « On the economic theory of socialism », *Review of Economic Studies*, February.
- LENIN V. I. (1929), *Sochineniya*, 2<sup>nd</sup> ed., vol. XXII, Politizdat, Moscow.
- LERNER A. Ya (1975), *Fundamentals of Cybernetics*, Plenum, New York. Traduction de *Nachala Kibernetiki* (1967).
- MISES L. von (1920), « Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen », *Archiv für Sozialwissenschaften*, vol. 47. Traduction anglaise « Economic calculation in the socialist commonwealth », in Hayek (1935). Traduction anglaise partielle in Nove & Nuti (1972).

- MITYAEV D. (1998), « Ekonomicheskaya politika pri vozvrate k mobilizatsionnoi modeli razvitiya », *Rossiiskii ekonomicheskii zhurnal*, n° 4,
- NAISHUL' V. A. (1991), *The Supreme and Last Stage of Socialism*, CRCE, London.
- NOVE A. (1958), « The problem of success indicators in soviet industry », *Economica*.
- NOVE A. & NUTI D. M. eds. (1972), *Socialist economics*, Penguin, Harmondsworth.
- OB EDINOM (1989), *Ob edinom khozyaistvennom plane*, Ekonomika, Moscow.
- PIERSON N. G. (1902), « Het waardeprobleem in een socialistische Maatschappij », *De Economist*. Traduction anglaise in Hayek (1935).
- ROLAND G. (1989), *Économie politique du système soviétique*, L'Harmattan, Paris.
- SAPIR J. (1996), *Le chaos russe*, La Découverte, Paris.
- SPULBER N. ed. (1964), *Foundations of Soviet Strategy for Economic Growth*, Indiana University Press, Bloomington.
- STEINBRUNER J. D. (1974), *The Cybernetic Theory of Decisions*, Princeton University Press, Princeton.
- STREETEN P. & LIPTON M. eds. (1968), *The Crisis of Indian Planning*, Oxford University Press for RIIA, London.
- WHEATCROFT S. & DAVIES R. W. (1985), « A brief history of the balance of the national economy », in Wheatcroft S. & Davies R. W., *Materials for a Balance of the Soviet National Economy 1928-1930*, Cambridge University Press, Cambridge.
- WILES P. (1992), « Capitalism triumphalism in Eastern Europe, or the economics of transition : an interim report », in A. Clesse & R. Tokes (eds.), *Preventing a New East-West Divide: the Economic and Social Imperatives of the Future Europe*, Nomos, Baden-Baden.
- ZALESKI E. (1980), *Stalinist Planning for Economic Growth, 1933-52*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC. (trad. de *La planification stalinienne. Croissance et fluctuations économiques en URSS*, Economica, Paris, 1984).
- ZVEZDIN Z. K. (1979), *Ot plana Goelro k planu pervoi pyatletki*, Nauka, Moscow.